



CHAPITRE 69

Loi constituant la Société
de développement coopératif

[Sanctionnée le 26 août 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation: 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«Conseil de la coopération du Québec»: a) «Conseil de la coopération du Québec»: le Conseil de la coopération du Québec constitué par lettres patentes octroyées en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) le 8 janvier 1940;

«coopérateur-souscripteur»: b) «coopérateur-souscripteur»: une fédération de caisses d'épargne et de crédit constituée en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) ou un membre du Conseil de la coopération du Québec qui verse, conformément à la présente loi, des avances ou autres sommes à la Société de développement coopératif;

«entreprise coopérative»: c) «entreprise coopérative»: une société constituée en vertu de la Loi des

CHAPTER 69

An Act to incorporate the Société
de développement coopératif

[Assented to 26 August 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

Interprétation: 1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) "Conseil de la coopération du Québec" means the Conseil de la coopération du Québec incorporated 8 January 1940 by letters patent granted under Part III of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271);

(b) "subscribing cooperator" means a federation of savings and credit unions incorporated under the Savings and Credit Unions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 293) or a member of the Conseil de la coopération du Québec paying, in conformity with this act, advances or other sums to the Société de développement coopératif;

(c) "cooperative undertaking" means a corporation incorporated under the

sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1964, chapitre 124), un syndicat coopératif constitué en vertu de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) pour des fins économiques autres que le crédit et la prévoyance, une association coopérative constituée en vertu de la Loi des associations coopératives (Statuts refondus, 1964, chapitre 292) pour les fins prévues à l'article 3 de ladite loi et une fédération de telles sociétés ou associations;

«ministre»: d) «ministre»: le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières;

«Société»: e) «Société»: la Société de développement coopératif constituée en vertu de la présente loi.

Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 124), a cooperative syndicate incorporated under the Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 294) for economic purposes other than credit and providence, a cooperative association incorporated under the Cooperative Associations Act (Revised Statutes, 1964, chapter 292) for the purposes contemplated in section 3 of the said act, and a federation of such corporations or associations;

(d) "Minister" means the Minister of "Minister"; Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;

(e) "corporation" means the Société "corporation". de développement coopératif incorporated under this act.

SECTION II

CONSTITUTION ET ORGANISATION

Constitution. **2.** Un organisme est constitué sous le nom de Société de développement coopératif.

Pouvoirs. **3.** La Société est une corporation au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Siège social. **4.** La Société a son siège social dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec; elle peut toutefois le transporter dans un autre endroit au Québec, avec l'approbation du gouvernement; un tel changement entre en vigueur sur publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

Séances. **5.** La Société peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

DIVISION II

INCORPORATION AND ORGANIZATION

2. A body, hereinafter called "the Incorporation", is incorporated under the name of "Société de développement coopératif".

3. The corporation is a corporation Powers. within the meaning of the Civil Code and has the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

4. The head office of the corporation Head office. is in the territory of the Québec Urban Community, but it may be transferred to another place in the province of Québec with the approval of the Government; such change shall come into force upon publication of a notice thereof in the *Gazette officielle du Québec*.

5. The corporation may hold its sit-Sittings. tings anywhere in the province of Québec.

Objet.

6. La Société a pour objet d'apporter aux entreprises coopératives une aide financière et les services susceptibles de stimuler leur création et leur développement.

6. The object of the corporation is to supply cooperative undertakings with financial assistance and any service designed to aid in their establishment and development.

Administration.

7. Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de onze membres.

7. The affairs of the corporation shall be administered by a board of eleven directors.

Domicile.

8. Nul ne peut être membre du conseil d'administration de la Société s'il n'est pas domicilié au Québec.

8. No one shall be a member of the board of directors of the corporation unless he is domiciled in the province of Québec.

Nomination des membres.

9. Le gouvernement nomme cinq membres du conseil d'administration sur la recommandation du Conseil de la coopération du Québec et un autre membre qui est choisi à même une liste de cinq membres d'une ou plusieurs entreprises coopératives non affiliées à une fédération.

9. The Government shall appoint five members to the board of directors upon the recommendation of the Conseil de la coopération du Québec, and one other member, to be chosen from a list of five members of one or more cooperative undertakings not affiliated with a federation.

Transmission de la liste.

Cette liste est transmise par le Conseil de la coopération du Québec dans les plus brefs délais de l'entrée en vigueur de la présente loi et, par la suite, avant le premier février qui précède l'expiration du mandat du membre à remplacer.

The list shall be forwarded by the Conseil de la coopération du Québec as soon as possible after the coming into force of this act and, thereafter, before the first of February preceding the expiry of the term of office of the member to be replaced.

Nomination des membres.

10. Cinq autres membres sont nommés par le gouvernement.

10. Five other members shall be appointed by the Government.

Idem.

11. À défaut par le Conseil de la coopération du Québec de se conformer aux articles 9 et 13, le gouvernement nomme lui-même les personnes qu'il juge représentatives dans le milieu coopératif.

11. Should the Conseil de la coopération du Québec fail to comply with sections 9 and 13, the Government shall itself appoint the persons it deems representative of the cooperative field.

Mandat.

12. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour deux années financières de la Société.

12. The members of the board of directors shall be appointed for two fiscal years of the corporation.

Nomination et mandat des premiers membres.

13. Les premiers membres du conseil d'administration sont nommés dans les plus brefs délais de l'entrée en vigueur de la présente loi et demeurent

13. The first members of the board of directors shall be appointed as soon as possible after the coming into force of this act and shall remain in office

en fonctions durant la période comprise entre la date de leur nomination et le 31 mars suivant les douze mois qui suivent la date de cette nomination.

for the period between the date of their appointment and 31 March following the twelve month period beginning with the date of that appointment.

Fonctions
continué.

14. Les membres du conseil d'administration restent en fonctions nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés. Cependant, ils ne peuvent être ainsi nommés ou remplacés que pour la durée non écoulée de la période visée à l'article 12.

14. The members of the board of directors shall remain in office notwithstanding the expiry of their term of office, until they are reappointed or replaced. However, they shall not be so appointed or replaced except for the unexpired portion of the period contemplated in section 12.

Vacance.

15. Lorsqu'il survient une vacance parmi les membres du conseil d'administration, le gouvernement comble la vacance en se conformant aux articles 9 et 10.

15. Where a vacancy occurs among the members of the board of directors, the Government shall fill the vacancy by proceeding according to sections 9 and 10.

Idem.

16. Toute vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée seulement pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

16. Every vacancy among the members of the board of directors shall be filled for only the unexpired portion of the term of office of the member to be replaced.

Traite-
ment, etc.

17. Le gouvernement fixe le traitement ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les allocations ou les honoraires des membres du conseil d'administration.

17. The Government shall fix the salary or, if necessary, the additional salary, allowances and fees of the members of the board of directors.

Président,
vice-pré-
sident, etc.

18. Les membres du conseil d'administration élisent chaque année, parmi eux, un président et un vice-président de la Société ainsi que tout autre officier dont les règlements de la Société prévoient l'élection.

18. The members of the board of directors shall elect each year from among their number a chairman and a vice-chairman of the corporation, and every officer whose election is provided for in the regulations.

Fonctions
du
président.

19. Le président doit veiller à l'exécution des décisions du conseil d'administration.

19. The chairman shall see that the decisions of the board of directors are carried out.

Remplace-
ment tem-
poraire.

Au cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président, le vice-président le remplace.

If the chairman is absent or temporarily unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman.

Comité
exécutif.

20. Le conseil d'administration constitue parmi ses membres un comité exécutif composé de cinq membres, dont au moins trois des membres visés dans l'article 9. Le président de la Société en est membre d'office et président.

Pouvoirs.

Le comité exécutif exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par les règlements de régie interne de la Société.

Réunions.

21. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les deux mois et le comité exécutif au moins une fois par mois.

Convoca-
tions de
séances.

22. Le président de la Société ou deux membres du conseil d'administration peuvent convoquer une séance du conseil d'administration; le président du comité exécutif ou deux membres de ce comité peuvent convoquer une séance du comité exécutif.

Quorum.

23. Le quorum du conseil d'administration est de six membres. Celui du comité exécutif est de trois membres.

Procès-
verbaux.

24. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration ou du comité exécutif, signés par le président de la Société ou par toute autre personne autorisée à cette fin par les règlements de régie interne de la Société, font preuve par eux-mêmes de leur contenu.

Régie
interne.

25. La Société peut adopter des règlements pour sa régie interne et son administration.

Entrée en
vigueur.

Ces règlements doivent être soumis à l'approbation du ministre et entrent en vigueur à la date de cette approbation.

Executive
committee.

20. The board of directors shall appoint five of its members, including at least three of those contemplated in section 9, to be an executive committee. The chairman of the corporation is, *ex officio*, a member and the chairman of the executive committee.

The executive committee shall exercise the powers assigned to it by the internal management by-laws of the corporation.

Powers.

Meetings.

21. The board of directors shall meet at least bi-monthly, and the executive committee, at least monthly.

Who may
call
meetings.

22. The chairman of the corporation or two members of the board of directors may call a meeting of the board of directors; the chairman of the executive committee or two members thereof may call a meeting of the executive committee.

Quorum.

23. Six members are a quorum of the board of directors. Three members are a quorum of the executive committee.

Minutes.

24. The minutes of the sittings of the board of directors or of the executive committee, signed by the chairman of the corporation or by any other person authorized therefor by the internal management by-laws of the corporation, are *prima facie* proof of their contents.

Internal
manage-
ment.

25. The corporation may make by-laws for its internal management and administration.

Coming
into
force.

These by-laws shall be submitted for approval to the Minister, and come into force on the date of that approval.

Conflit
d'intérêt.

26. Un membre du conseil d'administration de la Société ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise autre qu'une entreprise coopérative mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société.

Exception.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Divulga-
tion.

Un membre du conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise coopérative avec laquelle la Société a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de voter sur toute question qui est relative à cette entreprise coopérative.

26. No director shall, on pain of forfeiture of office, have a direct or indirect interest in an undertaking, other than a cooperative undertaking, creating a conflict between his personal interest and that of the corporation.

Conflict of
interest.

However, he shall not be removed from office if such an interest devolves to him by succession or gift, provided he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Exception.

Every director having a direct or indirect interest in a cooperative undertaking with which the corporation is or intends to become engaged in business dealings shall, on pain of forfeiture of office, mention such interest and refrain from voting on any question in connection with that cooperative undertaking.

Interest
to be
mentioned.

SECTION III

AIDE FINANCIÈRE

Avances
annuelles
versées à la
Société.

27. Le ministre des finances verse, à même le fonds consolidé du revenu, des avances à la Société pour un montant de \$700,000 durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1978, de \$600,000 durant l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1979 et de \$500,000 pour chacune des années financières subséquentes.

Avances
annuelles
versées par
des coopé-
rateurs-
souscrip-
teurs.

28. L'obligation qui incombe au ministre des finances en vertu de l'article 27 est conditionnelle à ce que des coopérateurs-souscripteurs versent de semblables avances à la Société pour une somme de \$300,000 durant l'année financière de la Société se terminant le 31 mars 1978, de \$400,000 durant l'année financière de la Société se terminant le 31 mars 1979 et de \$500,000 pour chacune des années financières subséquentes.

DIVISION III

FINANCIAL ASSISTANCE

27. The Minister of Finance shall advance to the corporation, out of the consolidated revenue fund, \$700,000 during the fiscal year of the Government ending 31 March 1978, \$600,000 during the fiscal year of the Government ending 31 March 1979 and \$500,000 for each subsequent fiscal year.

Annual
advances
paid to
corpora-
tion.

28. The obligation devolving on the Minister of Finance under section 27 applies only if the subscribing co-operators advance on their part to the corporation an amount of \$300,000 during the fiscal year of the corporation ending 31 March 1978, \$400,000 during the fiscal year of the corporation ending 31 March 1979 and \$500,000 for each subsequent fiscal year.

Annual
advances
paid by
subscrib-
ing coop-
erators.

Prêts, etc.

29. Au moyen de ces avances, la Société peut, dans la poursuite de ces objets, consentir des prêts à une entreprise coopérative, souscrire des actions, parts sociales ou parts privilégiées du capital social d'une entreprise coopérative ou garantir le remboursement d'un prêt qui a été consenti à cette dernière.

Souscription maximum dans le capital social d'une entreprise.

30. La Société ne peut souscrire dans le capital social d'une même entreprise coopérative une somme supérieure à trois fois le montant total des actions, parts sociales ou parts privilégiées autrement souscrites et payées dans le capital social de cette entreprise.

Actions, etc., exclues.

Pour les fins de l'alinéa précédent, le montant total des actions, parts sociales ou parts privilégiées souscrites et payées ne doit pas inclure le montant d'actions, parts sociales ou parts privilégiées que la Société a souscrit antérieurement.

Limite de l'aide financière.

31. L'aide financière totale accordée par la Société durant une année financière à une même entreprise coopérative en vertu de l'article 29 ne peut excéder \$100,000.

Limite des prêts garantis par hypothèque.

32. Le montant total des prêts garantis par hypothèque que peut consentir la Société durant une année financière ne peut excéder \$100,000 plus les sommes provenant des remboursements de ces prêts hypothécaires, lesquelles peuvent être remployées à cette fin.

Réserve équivalente.

33. Lorsque la Société garantit le remboursement d'un prêt qui a été consenti à une entreprise coopérative, elle doit établir et maintenir pour la durée de cette garantie une réserve équivalente à au moins 50% du montant de cette garantie.

Limite au montant des garanties.

Le montant total des garanties ainsi accordées ne doit pas excéder 10% de l'actif de la Société.

Loans, etc.

29. By means of such amounts advanced, the corporation may, to achieve its objects, make loans to a cooperative undertaking, subscribe common or preferred shares of the capital stock of a cooperative undertaking or guarantee the repayment of a loan made to such an undertaking.

Maximum subscription in capital stock of an undertaking.

30. The corporation shall not subscribe capital stock of a single cooperative undertaking for an amount greater than three times the total amount of the common or preferred shares, otherwise subscribed and paid-up, of the capital stock of that undertaking.

Shares, etc., excluded.

For the purposes of the preceding paragraph, the total amount of the common or preferred shares subscribed and paid-up must not include the amount of the common or preferred shares previously subscribed by the corporation.

Total of financial assistance.

31. The total financial assistance granted by the corporation in a fiscal year to a single cooperative undertaking under section 29 shall not exceed \$100,000.

Total of loans guaranteed by hypothec.

32. The total amount of the loans guaranteed by hypothec which may be granted by the corporation in a fiscal year shall not exceed \$100,000 in addition to the sums from the repayment of those hypothecary loans, which may be re-used for the same purpose.

Equivalent reserve fund.

33. When the corporation guarantees the repayment of a loan granted to a cooperative undertaking, it shall set aside and keep for the duration of that guarantee a reserve fund equivalent to at least 50% of the amount of the guarantee.

Total of guarantees.

The total amount of the guarantees so granted shall not exceed 10% of the assets of the corporation.

Observa-
teur.

34. La Société peut imposer à une entreprise coopérative, à qui elle a accordé une aide financière, l'obligation de convoquer et d'admettre aux séances de son conseil d'administration, pour une durée déterminée, un observateur qu'elle désigne.

34. The corporation may require a ^{Observer.} cooperative undertaking to which it has granted financial assistance, to convene and admit to the sittings of its board of directors, for a stated time, an observer designated by the corporation.

SECTION IV

SERVICES

Versement
annuel du
ministre
des
finances.

35. Le ministre des finances est autorisé à verser à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, pour l'année financière du gouvernement se terminant le 31 mars 1978 et pour chaque année financière subséquente la somme de \$400,000.

35. The Minister of Finance may ^{Annual payment by Minister of Finance.} pay to the corporation, out of the consolidated revenue fund, for the fiscal year of the Government ending 31 March 1978, and for every subsequent fiscal year, the sum of \$400,000.

Finance-
ment de
projets
spéciaux.

Afin de pourvoir au financement de projets spéciaux prévus au budget de la Société, des sommes supplémentaires peuvent être versées à la Société par le ministre, à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale pour toute année financière du gouvernement postérieure à celle de 1977/1978.

To provide for the financing of special ^{Financing of special projects.} projects included in the budget of the corporation, additional sums may be paid to the corporation by the Minister, out of the appropriations voted each year for that purpose by the National Assembly for any fiscal year of the Government after fiscal 1977/1978.

Verse-
ments de
sommes
addition-
nelles.

36. Le ministre peut également verser à la Société, à même les crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale, toute somme additionnelle à celles versées en vertu de l'article 35 à la condition que des coopérateurs-souscripteurs se soient engagés à verser, aux mêmes conditions, une somme équivalente.

36. The Minister may also pay to ^{Payment of additional sums.} the corporation, out of the appropriations voted each year for that purpose by the National Assembly, any sum additional to those paid under section 35, provided that the subscribing co-operators have agreed to pay an equivalent amount on the same conditions.

Limite au
total des
sommes
addition-
nelles.

Le total des sommes additionnelles versées par le ministre et les coopérateurs-souscripteurs ne peut excéder, pour une même année financière de la Société, la somme de \$100,000 ou toute autre somme dont pourront convenir le ministre et le Conseil de la coopération du Québec.

The total amount of the additional ^{Total of additional sums.} sums paid by the Minister and subscribing cooperators shall not exceed, for a fiscal year of the corporation, the sum of \$100,000 or any other sum that may be agreed by the Minister and the Conseil de la Coopération du Québec.

Dépenses
d'adminis-
tration,
etc.

37. Les sommes versées par le ministre des finances ou le ministre en vertu des articles 35 et 36 servent à défrayer les dépenses d'administration et toutes autres dépenses de la Société encourues pour l'application de la présente section.

Pouvoirs
de la
Société.

38. Dans la poursuite de ses objets, la Société peut, à titre gratuit ou onéreux:

a) fournir une assistance technique et des services de consultation aux entreprises coopératives;

b) offrir des programmes de formation pour les administrateurs, les cadres et les employés des entreprises coopératives;

c) à l'intention des membres des entreprises coopératives ou des personnes qui ont l'intention de constituer de telles entreprises, recueillir, analyser, publier et diffuser des renseignements et fournir des services de consultation sur:

i. les techniques, les méthodes et les pratiques nécessaires à l'administration d'une entreprise coopérative;

ii. les programmes gouvernementaux d'aide et d'encouragement aux diverses formes d'entreprises;

iii. toutes autres formes d'aide aux entreprises;

d) assumer temporairement, à la demande d'une entreprise coopérative en difficulté, la gestion partielle ou totale de cette entreprise;

e) superviser l'administration d'une entreprise coopérative à qui elle a apporté ou se propose d'apporter une aide financière.

Collabora-
tion avec
organismes.

39. La Société peut collaborer avec tout organisme voué au développement des entreprises, à la coordination des programmes de formation et d'assistance offerts aux membres des entreprises coopératives.

Adminis-
trative
expenses,
etc.

37. The sums paid by the Minister of Finance or the Minister under sections 35 and 36 shall be used to meet the administrative expenses and all other expenses of the corporation incurred for the carrying out of this division.

Powers.

38. To achieve its objects, the corporation may, free of charge or for a consideration:

(a) supply technical assistance and consulting services to cooperative undertakings;

(b) offer training programmes for the directors, officers and employees of cooperative undertakings;

(c) for the members of cooperative undertakings or the persons intending to set up such undertakings, collect, analyse, publish and distribute information, and supply consulting services, on:

(i) the techniques, methods and practices necessary to administer a cooperative undertaking;

(ii) the government programmes of assistance and promotion for various forms of undertakings;

(iii) any other forms of assistance to undertakings;

(d) temporarily assume, at the request of a cooperative undertaking in difficulty, a part or the whole of the management of that undertaking;

(e) supervise the management of a cooperative undertaking to which it has granted or intends to grant financial assistance.

Coopera-
tion with
bodies.

39. The corporation may cooperate with any body dedicated to the development of undertakings, in order to coordinate training and assistance programmes offered to members of cooperative undertakings.

Frais
incidents
à l'aide
financière.

40. La Société peut assumer, à titre d'assistance technique, à l'exclusion des intérêts, les frais incidents à l'aide financière prévue à la section III.

40. The corporation may assume the expenses, excluding interest, connected with the financial assistance contemplated in Division III, as technical assistance. Expenses connected with financial assistance.

SECTION V

EMPRUNTS ET PLACEMENTS

Emprunts. **41.** La Société ne peut contracter des emprunts sauf pour combler ses besoins temporaires de liquidité.

Placement
de sommes
non
utilisées.

42. Les sommes que la Société ne peut utiliser immédiatement dans la poursuite de ses objets peuvent être placées dans des obligations ou autres titres de créance pourvu que leur échéance n'excède pas un an et que le remboursement du principal et des intérêts soit garanti ou assuré par le gouvernement du Québec ou celui du Canada.

41. The corporation shall not negotiate loans except to meet its temporary cash needs. Loans.

42. The sums the corporation cannot use immediately in the pursuit of its objects may be invested in bonds or other evidences of indebtedness, provided their term is not over one year and repayment of capital and interest is guaranteed or insured by the Government of Québec or of Canada. Investment of unused sums.

Fonds non
utilisés
ou placés.

43. Les fonds non utilisés ou placés par la Société doivent être déposés dans une banque ou dans une institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

43. Moneys neither used nor invested by the corporation shall be deposited in a bank or in an institution registered with the Québec Deposit Insurance Board. Moneys neither used nor invested.

SECTION VI

DISPOSITIONS DIVERSES

Acquisition
de biens-
fonds.

44. La Société ne peut acquérir des biens-fonds sauf pour assurer le paiement total ou partiel de toute somme qui lui est due. Cependant, elle doit disposer des biens-fonds ainsi acquis dans un délai de trois ans qui peut être prolongé par le ministre.

44. The corporation shall not acquire real property except to secure total or partial payment of any sum owed to it. However, it shall dispose of the real property so acquired within a delay of three years, which may be extended by the Minister. Acquisition of real property.

Année
financière.

45. L'année financière de la Société se termine le 31 mars de chaque année.

45. The fiscal year of the corporation ends 31 March each year. Fiscal year.

Budget.

46. Avant le début de chaque année financière, la Société doit préparer et soumettre à l'approbation du ministre,

46. Before the commencement of each fiscal year, the corporation shall prepare, and submit for approval to the Budget.

à la date et dans la forme que celui-ci détermine, un budget des dépenses visées à la section IV.

Minister, on the date and in the form determined by him, a budget of the expenses contemplated in Division IV.

État de
revenus et
dépenses.

47. Sans restreindre l'application de la Loi de l'administration financière (1970, chapitre 17), la Société doit fournir trimestriellement au ministre, un état de ses revenus et dépenses et un état de leur appariement aux prévisions budgétaires de la Société.

47. Without restricting the application of the Financial Administration Act (1970, chapter 17), the corporation shall, quarterly, send to the Minister a statement of its revenues and expenditures and a statement of their correlation with the budgetary estimates of the corporation.

Statement
of revenues
and expendi-
tures.

Rapport.

48. La Société doit en outre fournir au ministre, sur demande et dans le délai qu'il fixe, un rapport sur toute matière relative à ses activités.

48. The corporation shall also provide the Minister, at his request and within such delay as he may fix, a report on any matter respecting its operations.

Report.

Vérifica-
tion des
livres et
comptes.

49. Les livres et comptes de la Société sont vérifiés par un comptable qui est membre en règle de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

49. The books and accounts of the corporation shall be audited by an accountant who is a member in good standing of the Order of Chartered Accountants of Québec.

Books and
accounts.

États
financiers
et rapport
d'activités.

50. La Société doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, produire au ministre et aux coopérateurs-souscripteurs les états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités de l'année financière précédente. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée Nationale dans les trente jours si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

50. Not later than 30 June each year, the corporation shall supply the Minister and the subscribing cooperators with the financial statements and a report of its operations for the preceding fiscal year. That report shall be tabled in the National Assembly within thirty days if it is in session, or, if it is not in session, within ten days after the opening of the next session.

Financial
statements
and report
of opera-
tions.

SECTION VII

DIVISION VII

DISPOSITIONS FINALES

FINAL PROVISIONS

Applica-
tion de la
loi.

51. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

51. The Minister is responsible for the administration of this act.

Applica-
tion of act.

Entrée en
vigueur
(12 oct.
1977, G.O.,
p. 5639).

52. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.

52. This act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Government.

Coming
into force
(12 Oct.
1977, G.O.,
p. 5639).